

1^{er} WORKSHOP INTERNATIONAL SUR LA CRYPTOGRAPHIE À ORAN

Sécuriser les données informatiques des entités industrielles

Coorganisé avec le Laboratoire de codage et de la sécurité des données informatiques (Lacosi), l'enjeu de ce workshop est de faire le point sur les dernières avancées en matière de cryptographie et en sécurité informatique visant à lutter contre le piratage et la cybercriminalité.

Les travaux du 1^{er} workshop international sur la cryptographie et ses applications ont été ouverts, hier, à l'université des sciences et de la technologie (Usto) à Oran, en présence de spécialistes nationaux et étrangers versés dans la sécurité informatique. Coorganisé avec le Laboratoire de codage et de la sécurité des données informatiques (Lacosi), l'enjeu de ce workshop est de faire le point sur les dernières avancées en matière de cryptographie et en sécurité informatique visant à lutter contre le piratage et la cybercriminalité. Le

P^r Adda Ali-Pacha, président du comité d'organisation, a affirmé que cette manifestation scientifique, qui s'appuie sur la méthode, la technologie et les applications, aspire à établir des contacts entre les chercheurs universitaires et les chefs d'entreprise. "Il s'agit de mettre en place des canaux perfectibles de telle manière à lancer une coopération effective entre les deux parties, et ce, dans l'intérêt du développement de l'industrie nationale."

À travers ce workshop, les organisateurs entendent concrétiser des objectifs majeurs concernant la promotion des échanges de connaissances et d'expérience entre les chercheurs nationaux et internationaux,

l'initiation d'une coopération nationale et internationale entre l'université et l'industrie dans le domaine de la sécurité dans les télécommunications, ainsi que l'initiation d'une piste de réflexions pour la création d'une association algérienne de la cryptographie.

Les intervenants ont insisté sur le fait de l'évolution du réseau Internet pour devenir un outil essentiel de communication.

Cependant, souligne-t-on, cette communication met de plus en plus en jeu des problèmes stratégiques liés à l'activité des entreprises sur le Web. "Les transactions

faites à travers le réseau peuvent être interceptées, d'autant plus que les lois ont du mal à se mettre en place sur Internet (...) Il faut donc garantir la sécurité de ces informations au moyen de la cryptographie qui est un terme générique désignant l'ensemble des techniques permettant de coder ou de chiffrer des messages", a indiqué le P^r René Lozi de l'université Sophia-Antipolis de Nice, lors de son exposé sur "le futur prometteur de la théorie du chaos pour la sécurité cryptographique personnelle". Les innovations technologiques dans le domaine de la sécurité informatique constituent un sujet d'actualité brûlante dans cet énigma-

tique segment de la cryptographie qui a été pendant de longues années l'apanage des hautes sphères des États et des militaires. "Cette équation semble poser aujourd'hui un dilemme de taille de la vie privée et de la liberté d'expression compte tenu de l'absence de lois permettant le contrôle et la normalisation des données informatiques", a plaidé une participante.

Sept thèmes ont été retenus par le comité scientifique et d'organisation qui a reçu 57 articles à l'issue de l'opération de sélection et choisi 43 articles dont 20 seront publiés dans des revues nationales spécialisées.

K. REGUIE-SSAAD

JOURNÉE D'ÉTUDE À L'EHU D'ORAN

L'AVC, première cause de handicap en Algérie

Les chiffres sont connus et continuent de donner froid dans le dos : 40 000 nouveaux cas par an, première cause de handicap en Algérie et 3^e cause de décès.

Ces données sont celles de l'accident cardiovasculaire cérébral (AVC) qui est du coup une pathologie majeure de santé publique au même niveau que ce qui est vécu dans les pays développés. Depuis hier, l'EHU 1^{er}-Novembre à Oran organise des journées d'études post-universitaires en neurologie vasculaire, avec la participation de dizaines de médecins et spécialistes venus de plusieurs établissements hospitaliers nationaux et étrangers.

L'objectif pédagogique de la rencontre recouvre aussi "un caractère de sensibilisation afin d'informer au maximum les professionnels de la santé mais également le grand public", nous dira le D^r Badsî de l'EHU. Cette dernière évoquera les 600 cas d'AVC reçus en urgence au niveau du service de neurologie, notamment l'unité d'urgence d'AVC ouverte depuis février 2015. Les urgences de l'EHU reçoivent, en effet, 3 à 4 cas d'AVC par jour. Lorsque la prise en charge n'est pas immédiate, les vic-



25% des AVC touchent des personnes âgées de moins de 40 ans.

times d'AVC gardent des séquelles lourdes, deviennent hémiparétiques et se retrouvent handicapés ou décèdent. Les 4 premières heures suivant l'AVC sont vitales, signalent les spé-

cialistes. Lors des communications, l'ensemble des participants ont mis en avant justement cet aspect du temps, de l'urgence de prendre en charge le plus rapidement les

personnes faisant un AVC. L'autre importance soulignée est celle de disposer des équipements d'imageries adéquats comme les IRM et les scanners pour diagnostiquer l'ampleur de l'AVC et donc de trouver le traitement adéquat. C'est aussi dans ce contexte qu'une campagne de sensibilisation pour le grand public a été lancée via des spots radiophoniques, des dépliants alertant sur les signes d'un AVC et sur les facteurs, comme l'alcool et le tabac.

D'ailleurs, il faut encore garder à l'esprit que 25% des cas d'AVC touchent des personnes âgées de moins de 40 ans. Pour l'heure, l'EHU attend depuis 6 mois la livraison d'une ambulance demandée pour la création d'un SMUR, c'est-à-dire un service médical des urgences et de réanimation, ainsi que la dotation d'un numéro vert. Il s'agit de réagir rapidement à des appels d'urgences de citoyens en cas d'AVC et de crises cardiaques. L'unité pourra ainsi se déplacer vers le patient et réaliser le plus rapidement les premiers gestes, expliquera le DG de l'EHU.

D. LOUKIL

L'ASSOCIATION TORBA S'INTÉRESSE AUX SEMENCES LOCALES

"Les agriculteurs sont dans la dépendance"

D'où vient l'intérêt de l'association agroécologique Torba pour les semences locales ? Association "avant tout" de consommateurs de l'Algérois, Torba est proche de certains agriculteurs pour l'achat de "produits sains", comme les légumes, les fruits, le lait de vache ou de chèvre, les œufs et la viande, mais elle compte également quelques producteurs dans ses rangs. "Nous choisissons des agriculteurs qui font dans l'agroécologie et qui nous livrent toutes les semaines une production saine, sans produits chimiques", nous a confié, hier, son président, Karim Rahal, de passage à la rédaction du journal. Accompagné d'un membre de l'association, un agriculteur "converti" depuis près d'une décennie et spécialisé dans le maraîcher et l'arboriculture, le responsable de Torba a clairement affiché le choix des membres de

son organisation pour "une agriculture vivrière et familiale, cultivée sur de petites surfaces", en signalant la "vision responsable" des consommateurs "écologistes" de l'association. Dans ce cadre, il a rappelé que le travail dans les petits jardins de Djenan Bouchaoui, à une quinzaine de kilomètres du centre d'Alger, ainsi que la mise en pot des semences dans la pépinière obéissent à cette logique. Il a aussi informé que Torba assure des formations pour les agriculteurs, notamment ceux avec lesquels elle est en relation, "pour les sensibiliser à l'approche écologique de l'agriculture vivrière". Pour ce qui est de la semence, M. Rahal a reconnu qu'elle est encore "un concept vague" pour l'association, mais la proximité avec les agriculteurs affiliés à Torba et avec les fournisseurs de produits du terroir est cependant bénéfique, quant à

une meilleure connaissance du problème. "L'Algérie a besoin en urgence de doubler ses rendements. Mais derrière l'utilisation de la semence importée et des produits chimiques, il y a le danger d'abimer les sols, l'érosion et même les produits issus de cette production chimique sont mauvais : le risque de santé publique est réel si on ne respecte pas le délai de récolte, après traitement", a soutenu le président de Torba, avant de céder la parole à l'agriculteur qui l'accompagnait. Dans son témoignage, ce dernier a fait part de "la cherté" des graines et du problème de disponibilité des semences sur le marché. "Pour maîtriser tout ce qui est délai, qualité du produit, je fais le semis, dans une petite pépinière, c'est-à-dire je mets en pot les semences que je choisis à l'avance, pour les transplanter dans les grandes surfaces, en plein air. Je contrôle mieux ce que

je produis", a révélé notre interlocuteur. Celui-ci a en outre dévoilé l'existence d'une "fleuraison de pépinières" qui se sont spécialisées dans la production de semis, pour faciliter la tâche aux producteurs, en relevant toutefois que ces plants sont "exclusivement importés" et que l'agriculteur est "limité dans son choix", puisqu'il ne peut acheter que la variété qui est prête. "Nous sommes dans la dépendance", a-t-il assuré, déplorant l'abandon, par beaucoup d'agriculteurs, de la semence locale, alors que celle-ci est "plus résistante". "Pour beaucoup d'agriculteurs, le côté commercial a pris le pas sur le côté sain du produit. Pour certains, c'est une question de survie ; pour d'autres, c'est une question d'appât du gain. Quelque part, la plupart des agriculteurs sont livrés à eux-mêmes", a-t-il expliqué.

HAFIDA AMEYAR